

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION



Projet de loi n° 101

Loi modifiant la Loi des employés publics

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre des finances

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi des employés publics afin de supprimer l'obligation imposée aux employés publics visés dans la loi, de fournir un cautionnement.

Art. 1. La modification proposée est de concordance avec l'article 6 du projet de loi et reprend le contenu du deuxième alinéa de l'article 1 de la loi.

Art. 2. Les articles 12 et 13 de la loi imposent à toute personne nommée à une charge ou à un emploi dans un ministère du gouvernement, ou à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paye de deniers publics et aux protonotaires de la Cour supérieure, aux greffiers de la Cour de magistrat, aux shérifs, huissiers et registrateurs de fournir un cautionnement.

L'article 14 autorise de plus le procureur général à demander à certains officiers nommés en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires, de la Loi des salaires d'officiers de justice et de la Loi des bureaux d'enregistrement de fournir un cautionnement.

Projet de loi n° 101

Loi modifiant la Loi des employés publics

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 12,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Officiers
conjointes.

«Lorsque deux personnes ont été nommées conjointement par commission pour occuper la charge de greffier des appels, de protonotaire de la Cour supérieure, de greffier de la Cour de magistrat, de greffier de la couronne, de greffier de la paix, de shérif ou de régistrateur, et que l'un des conjoints cesse d'exercer ses fonctions par suite de décès ou pour quelque autre raison, la commission n'est pas caduque quant à l'autre conjoint, et ce dernier reste seul en fonction et continue, seul et sous son nom, à exercer les devoirs de la charge sans qu'il soit nécessaire de le nommer de nouveau ni de lui octroyer une nouvelle commission, et ce, jusqu'à ce que la ou les personnes nommées dans une nouvelle commission aient rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la présente loi.»

S.R., c. 12,
aa. 12-14,
ab.

2. Les articles 12, 13 et 14 de ladite loi sont abrogés.

Art. 3. *L'article 15 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**15.** Le ministre des finances peut aussi exiger de tout autre fonctionnaire ou employé public, ou de toute autre classe de fonctionnaires ou d'employés publics, qu'ils fournissent un cautionnement.»

Art. 4. *La modification proposée est de concordance.*

L'article 37 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**37.** Sauf pour les registrateurs, la remise des deniers ou des obligations (debentures) peut être faite, ou le certificat attestant l'extinction du cautionnement être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution du fonctionnaire ou de l'employé public, et, dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le ministre des finances est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement.»

Art. 5. *La modification proposée est de concordance.*

L'article 38 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**38.** Si, dans les trois années du décès, de la démission ou de la destitution d'un registrateur, ou si, dans les trois années qui suivent les trois mois après l'avis de la révocation par sa caution, il n'apparaît pas que ce registrateur se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient éteint.

Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitution d'un fonctionnaire ou employé public autre qu'un registrateur, ou si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation par la caution de ce fonctionnaire ou de cet employé, il n'apparaît pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient également éteint.

Dans les deux cas, les deniers ou les obligations (debentures) donnés en gage sont remis, ou l'hypothèque est radiée.

Toutefois ces fonctionnaires et ces employés publics, ainsi que leurs représentants légaux, restent responsables personnellement, conformément aux dispositions du Code civil, des dommages qui peuvent résulter de leur négligence, inconduite ou malversation.»

Art. 6. *La modification proposée est de concordance.*

Les articles 39, 40 et 41 se lisent actuellement comme suit:

«**39.** Les protonotaires de la Cour supérieure, les greffiers de la Cour de magistrat, les shérifs, les coroners et les huissiers de la Cour supérieure, doivent fournir leur cautionnement dans l'espace de trois mois de la date de leur nomination et avant d'entrer en fonction.

«**40.** Les registrateurs doivent fournir leur cautionnement dans l'espace d'un mois de la date de leur nomination, s'ils sont alors dans la province; et dans

S.R., c. 12,
a. 15,
remp.
Cautionnement
requis.

3. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**15.** Le ministre des finances peut exiger de tout fonctionnaire ou employé public, de toute classe de fonctionnaires ou d'employés publics ou de toute autre personne nommée à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paye des deniers publics, qu'ils fournissent un cautionnement.»

S.R., c. 12,
a. 37,
remp.

4. L'article 37 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remise des
deniers.

«**37.** La remise des deniers ou des obligations peut être faite, ou le certificat attestant l'extinction du cautionnement être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution du fonctionnaire ou de l'employé public, et dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le ministre des finances est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement.»

S.R., c. 12,
a. 38,
mod.

5. L'article 38 de ladite loi est modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par le suivant:

Extinction
du cautionnement.

«**38.** Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitution d'un fonctionnaire ou employé public, ou si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation par la caution de ce fonctionnaire ou de cet employé, il n'apparaît pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient également éteint. Les deniers ou les obligations donnés en gage sont alors remis, ou l'hypothèque est radiée.»

S.R., c. 12,
aa. 39-41,
ab.

6. Les articles 39, 40 et 41 de ladite loi sont abrogés.

celui de trois mois, s'ils sont absents, à moins qu'ils n'arrivent avant l'expiration des deux premiers mois, et, dans ce cas, dans l'espace d'un mois après leur arrivée.

«**41.** Tout shérif ou coroner qui agit comme tel en matières civiles, sans avoir préalablement fourni son cautionnement, ou sans l'avoir renouvelé, le cas échéant, est passible d'une amende n'excédant pas deux mille dollars, dont la moitié appartient à Sa Majesté pour les usages publics de la province, et l'autre moitié à celui qui, dans les six mois après l'infraction commise, en fait la poursuite.»

Art. 7. La modification proposée est de concordance et reprend le contenu du paragraphe 2 de l'article 15 de la loi.

Art. 8. La modification proposée est de concordance.

L'article 211 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**211.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsque l'importance des affaires le justifie, exiger qu'un greffier des juges de paix fournisse un cautionnement, conformément à la Loi des employés publics (chap. 12).»

Art. 9. La modification proposée est de concordance et reprend le contenu du premier alinéa de l'article 22 de la loi.

Art. 10. La modification proposée est de concordance et reprend le contenu de l'article 9 de la loi.

S.R., c. 20,
a. 15, mod.

7. L'article 15 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 2 par le suivant:

Remplace-
ment du
greffier.

«Au cas de décès, destitution, suspension, démission ou caducité de la commission du greffier, le député désigné comme premier député, à Québec, et celui désigné de la même manière à Montréal, remplissent, à chacun de ces endroits respectivement, tous les devoirs assignés au greffier jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission et ait rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R., c. 20,
a. 211, ab.

8. L'article 211 de ladite loi est abrogé.

S.R., c. 31,
a. 22, mod.

9. L'article 22 de la Loi des salaires d'officiers de justice (Statuts refondus, 1964, chapitre 31) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Devoirs
du
député.

«**22.** Le député dont la nomination ne contient pas de restriction peut remplir tous les devoirs assignés à son chef et, s'il est le seul député ainsi nommé, il continue à les remplir advenant le décès, la destitution, la suspension, la démission ou la caducité de la commission de son chef jusqu'à ce que le successeur nommé ait reçu sa commission, s'il y a lieu et ait rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319, a. 9,
remp.

10. L'article 9 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) est remplacé par le suivant:

Décès,
etc., du
régistra-
teur.

«**9.** En cas de décès, démission ou destitution du registra-
teur, le député-régistrateur auquel le titre de député-régistrateur

Art. 11. *La modification proposée est de concordance et reprend le contenu de l'article 26 de la loi.*

Art. 12. *La modification proposée est de concordance.*

L'article 32 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**32.** Le cautionnement que doit fournir le régistrateur est donné conformément à la quatrième section de la Loi des employés publics (chap. 12).»

en chef a été attribué lors de sa nomination, et, à défaut de la nomination d'un député-régistrateur en chef, le député-régistrateur que désigne le procureur général, remplit les devoirs de ce régistrateur jusqu'à ce qu'un autre ait été nommé à sa place et qu'il ait pris charge du bureau après avoir reçu sa commission et avoir rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319,
a. 26,
mod.

11. L'article 26 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Député
régistra-
teur.

«**26.** Tout régistrateur, sauf celui auquel un traitement est attribué en vertu de la présente loi, est tenu, dans les vingt jours après qu'il a prêté le serment d'office, de nommer un député; et en cas de décès, démission ou destitution du régistrateur, ce député remplit les devoirs du régistrateur jusqu'à ce qu'un autre ait été nommé à sa place, et qu'il ait pris la charge du bureau après avoir reçu sa commission et avoir rempli les devoirs imposés par l'article 9 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).»

S.R.,
c. 319,
a. 32, ab.

12. L'article 32 de ladite loi est abrogé.

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.